

13 janvier 2009

# La nouvelle société iranienne

*Conférence*

***Farhad Khosrokhavar***  
***Présidence : Denis Bauchard***



Programme Iran

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

Compte rendu rédigé par Clément Therme, assistant de recherche à l'Ifri.

ISBN : 978-2-86592-460-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2009

**Ifri**

27 rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15 - France  
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00  
Fax : 33 (0)1 40 61 60 60  
Courriel : [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

**Ifri-Bruxelles**

Rue Marie-Thérèse, 21  
1000 - Bruxelles, Belgique  
Tél. : 00 + (32) 2 238 51 10  
Fax. : 00 + (32) 2 238 51 15  
Courriel : [info.bruxelles@ifri.org](mailto:info.bruxelles@ifri.org)

Site Internet : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

# LA NOUVELLE SOCIÉTÉ IRANIENNE

Ifri, mardi 13 janvier 2009

## Conférence

**Farhad Khosrokhavar**, directeur de recherche à l'EHESS et membre du CADIS.

Présidence : **Denis Bauchard**, conseiller spécial à l'Ifri.

Farhad Khosrokhavar aborde la question de la « nouvelle société iranienne » sous l'angle de la situation de la jeunesse de Qom<sup>1</sup>. Cette ville sainte iranienne a profité de l'affaiblissement de sa rivale Nadjaf. En effet, sous le régime de Saddam Hussein, le clergé chiite de Nadjaf a été très affaibli avec notamment la mise à mort d'une trentaine d'ayatollahs. Dans le même temps, on a vu, à Qom, le développement d'une nouvelle couche du clergé. Il s'agit aussi du pôle le plus important des études chiites, c'est là où les grands ayatollahs se forment, où les influences politique et religieuse se nouent intimement et où s'affirme la prééminence religieuse des grands patriarches chiites. Lorsque l'on parle de l'Iran en termes de sociologie ou d'anthropologie, l'objet d'étude est, dans la plupart des cas, celui de la nouvelle jeunesse moderne qui veut s'affranchir des contraintes et tente de s'ouvrir à la modernité. L'image des grandes villes de l'Iran est donc celle d'une jeunesse qui s'impatiente face aux restrictions que lui impose le clergé et qui s'inscrit en rupture avec les formes révolutionnaires de radicalisme islamique. Lorsque l'on interroge les jeunes sur la question du martyr, la réponse est abstraite, respectueuse mais impersonnelle. Il n'y a plus de réponse existentielle comme du temps des premières années de la République islamique. En revanche, le souci de soi est au cœur de leurs préoccupations, ce qui traduit un noyau d'individualisme beaucoup plus prononcé que dans d'autres sociétés musulmanes. L'Iran est donc en partie un cas à part dans un monde musulman où les pouvoirs sont souvent perçus par les sociétés comme des valets de l'Occident, corrompus, humiliés par les Etats-Unis et Israël. En Iran, trois décennies de théocratie islamique ont conduit à un rejet du radicalisme ou de l'utopie islamique et la volonté de revenir à une vie où la structure politique ne serait

---

<sup>1</sup> L'auteur vient de co-écrire un ouvrage sur cette question, voir Farhad Khosrokhavar, Amir Nikpey, *Avoir vingt ans au pays des ayatollahs*, Robert Laffont, Paris, 2009. Il a également publié *Inside Jihadism. Understanding Jihadi Movements Worldwide*, The Yale Cultural Sociology Series, Paradigm Publishers, 2009, 304 p.

pas un empêchement au développement et à l'épanouissement de soi. A l'inverse, dans la plupart des autres sociétés musulmanes, le radicalisme islamique est un phénomène ascendant.

On constate néanmoins qu'en Iran, lors de chaque élection, 10 à 15% de la population vote pour les conservateurs. Dans les petites villes provinciales, surtout du désert, cette proportion est beaucoup plus élevée. A Qom, cette image d'une jeunesse qui rejette la tradition n'est pas conforme à la réalité socio-anthropologique. Celle-ci est marquée par une peur confuse de la modernité, une peur de ce que les jeunes appellent « la dépravation ». Celle-ci est difficile à cerner dans le discours des jeunes, elle est faite d'attraction et de rejet. Téhéran est perçue par les jeunes de Qom tour à tour comme étant Paris, Londres ou New York. En effet, contrairement à l'emprise qu'exerce un clergé omnipotent sur la population de Qom, à Téhéran, compte tenu de l'importante population, le régime a plus de difficultés à imposer des restrictions. La capitale est donc perçue comme un lieu au sein duquel on peut se libérer des contraintes imposées par le clergé mais aussi comme un lieu de dépravation. C'est cette ambivalence qui est constitutive de l'image qu'ont la plupart de ces jeunes de la modernité.

La plupart des jeunes filles de Qom ont une conscience aiguë de la répression. Elles rejettent à la fois la polygamie et l'impossibilité d'accès au travail. L'arrivée massive des filles dans les études supérieures (plus de la moitié des 2,6 millions d'étudiants sont des filles) n'a pas conduit à une intériorisation des normes islamiques. Au contraire, elles ont pris conscience de leur statut d'êtres égaux. En conséquence, elles estiment que le déni de reconnaissance de l'égalité dont elles sont l'objet n'est pas justifié. C'est finalement l'un des acquis paradoxaux de la République islamique même si cet objectif était contraire aux ambitions des révolutionnaires. En dépit de toutes les restrictions, les jeunes femmes en sont venues à partager de plus en plus l'univers social, culturel des jeunes hommes. Cela complique l'acceptation de la loi qui stipule que la femme vaut la moitié de l'homme pour l'héritage, le témoignage devant le tribunal, l'accession à la fonction de juge. Avec l'accès des femmes à l'enseignement supérieur (égal ou supérieur aux hommes), le sentiment d'égalité est profondément ancré du moins dans le rapport au travail ou au mariage dans l'esprit de l'ensemble des jeunes filles mêmes traditionalistes. La perception qu'ont les jeunes femmes de l'égalité est néanmoins plus ambiguë sur la question de l'accès à la fonction de juge ou de l'héritage. Dans le premier cas, il s'agit du cliché sur le caractère plus sentimental de la femme qui l'empêcherait de devenir juge et, dans le second cas, l'explication avancée par les jeunes femmes pour justifier le fait que la somme qui leur est allouée n'est que la moitié de celle des hommes: « ils ont le droit à plus d'héritage car l'homme assume les charges de la famille ».

A Qom, la population est anticléricale. Cela s'explique par la domination des ayatollahs dans la gestion des affaires de la ville. De plus, le rapport de force avec la population leur est favorable, ce qui leur permet d'imposer leurs normes. En conséquence, les interdits sont plus nombreux à Qom que dans le reste du pays. Par exemple, il n'y a pas beaucoup de cinémas et ceux-ci ne peuvent pas montrer les films que l'on montre à Téhéran ou ailleurs. Il est très difficile d'organiser des concerts de musique classique ou des pièces de théâtre. De manière paradoxale, le gouvernement central est perçu comme libérateur à

Qom par rapport à l'emprise des ayatollahs, ce qui est exactement l'inverse de la situation dans les autres villes de l'Iran. Les jeunes s'y sentent en effet réprimés par les brigades des mœurs. L'attitude de la population est néanmoins différente lorsqu'il s'agit du grand ayatollah qu'ils ont choisi, leur source d'imitation (*marja-e taqlid*). Celui-ci échappe à leur perception globalement négative du clergé. Il est celui qui arrive à voir au-delà des apparences, à percer l'intériorité de la personne.

La question du corps est essentielle surtout chez les jeunes filles. Même si dans la culture chiite, il ne faut pas avoir de copains avant le mariage, on observe aujourd'hui dans les grandes villes d'Iran, une pratique du copinage qui est devenue un phénomène plus répandue qu'à l'époque du shah. Il ne s'agit évidemment pas de relations sexuelles mais plutôt de l'apprentissage des formes de sociabilisation entre les genres. A Qom, ce phénomène est plus ambivalent. En effet, on observe une attirance vis-à-vis de l'autre sexe qui se mêle au sentiment de pêché (« en faisant cela je risque d'aller en enfer »). Malgré ce sentiment de pêché et la conscience malheureuse qui en découle, on observe de nombreuses transgressions. En Iran, une jeune fille musulmane ne doit pas s'épiler les sourcils avant le mariage. La transgression de cet interdit est cependant de plus en plus courante même si cela crée des tensions avec les parents. L'épilation est en effet un moyen d'affirmation de soi qui va à l'encontre de l'hégémonie de la tradition.

Avec la mondialisation, de nombreux phénomènes qui ont lieu dans les banlieues françaises rendent intelligibles ce qui se passe à Qom et vice-versa. C'est d'ailleurs dans ce va-et-vient entre les différentes sociétés que les sciences sociales peuvent gagner une nouvelle légitimité. C'est dans ce nouvel espace qu'il faut comprendre la dialectique de la sécularisation. Celle-ci peut se faire selon le modèle français de rupture avec le religieux. Une fraction d'environ 30 % de la population épouse ce modèle de sécularisation dans les sociétés musulmanes en général et singulièrement en Iran. D'autres essayent de construire un modèle de sécularisation dans le va-et-vient entre le religieux et le politique. La sécularisation n'a pas un modèle unique mais au moins deux ou trois. Par exemple, en France, plusieurs enquêtes ont montré qu'il y avait un mouvement d'environ 20 % de la population musulmane vers le « fondamentalisme ».

La désaffection du politique est forte en Iran mais elle ne s'exprime pas de la même manière qu'en Europe. Elle est liée à deux phénomènes majeurs : tout d'abord, l'échec de la révolution a abouti à des formes rétrogrades de construction des relations sociales et des formes répressives des relations de genre, de la liberté d'expression. Le second phénomène est l'échec des réformateurs. La désillusion face au caractère vain des mobilisations (révolutionnaires puis réformistes) ouvre un espace d'action qui se définit sous des formes individuelles atomisées. Ce double échec permet de comprendre l'absence de mobilisation sociale malgré l'existence d'un sentiment très profond de répression, d'injustices économique, sociale et politique. Le pouvoir s'engouffre dans cette faille. Une grande partie de la société civile refuse de s'engager dans une attitude politique aventureuse qui pourrait aboutir à une situation encore plus détériorée qu'actuellement.

Par ailleurs, il n'y a pas d'organisation politique qui souhaite une ouverture du champ politique. On le constate même à Qom. En revanche, ceux qui aspirent à la permanence du

pouvoir pour des raisons anti-modernes ou parce qu'ils profitent des réseaux clientélistes sont très bien organisés. Cette organisation ainsi que le pouvoir économique, qui provient en grande partie de la rente pétrolière, permettent aux groupes dirigeants de s'imposer au reste de la société. Le nouveau pouvoir est depuis ces dernières années le représentant des 10 à 15 % de la population qui soutiennent les conservateurs. Tous les groupes proto-démocratiques ont été réprimés : le groupe des étudiants qui est en crise, les groupes ethniques qui aspirent à un régime fédéral. Les intellectuels, qui ont remis en cause les fondements théologiques de la République islamique, sont maintenant sur la défensive. Le seul mouvement qui perdure est celui des femmes. Il se développe en coopération avec la jeunesse masculine, ce qui constitue une originalité. Habituellement, les mouvements féministes sont essentiellement portés par des femmes, alors que le mouvement qui vise à récolter 1 million de signatures pour l'égalité, est composé de plus d'un tiers d'hommes.